

GETULIO DORNELLES VARGAS

Chefe do Governo Provisorio da Republica dos Estados Unidos do Brasil:

Faço saber aos que a presente carta de ratificação virem, que, entre os Estados Unidos do Brasil e varios outros paizes representados nas Conferencias Internacionaes de Direito Maritimo, reunidas em Bruxellas, em agosto de 1924 e em abril de 1926, foram concluidas e assignadas tres convenções internacionaes, do teor seguinte: (1)

II

Convention Internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux Privilèges et Hypothèques maritimes, signée à Bruxelles, le 10 avril 1926.

Le Président du Reich Allemand, le Président de la République Argentine, Sa Magesté le Roi des Belges, le Président de la République du Brésil, le Président de la République du

(*) Nota — Reproduz-se este paragrapho, por ter sido publicado no *Diario Official* de 17 de outubro corrente, ainda, com incorrecções.

(1) Esta publicação só se refere ás duas Convenções promulgadas, não tendo sido ainda promulgada a terceira Convenção sobre a unificação de certas regras relativas ás immunidades dos navios do Estado, firmada em Bruxellas, a 10 de abril de 1926.

1935

Chili, le Président de la République de Cuba, Sa Magesté le Roi de Danemark et d'Islande, Sa Magesté le Roi d'Espagne, le Chef de l'Etat Estonien, le Président des Etats-Unis d'Amérique, le Président de la République de Finlande, le Président de la République Française, Sa Magesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie, Sa Magesté le Roi d'Italie, Sa Magesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Lettonie, le Président de la République du Mexique, Sa Magesté le Roi de Norvège, Sa Magesté la Reine des Pays-Bas, le Président de la République de Pologne, le Président de la République Roumaine, Sa Magesté le Roi de Roumanie, Sa Magesté le Roi de Serbie, Croates et Slovènes, Sa Magesté le Roi de Yougoslavie et le Président de la République de l'Uruguay.

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

M. le Président du Reich Allemand:

- S. E. M. von Keller, Ministre d'Allemagne à Bruxelles,
- M. Goes, Conseiller de Légation référendaire,
- Dr. Richter, Conseiller au Ministère de la Justice du Reich, Conseiller intime de régence,
- M. Werner, Premier Conseiller de régence au Ministère des Affaires Economiques du Reich, Conseiller intime de justice,
- M. Sieveking, avocat.

M. le Président de la République Argentine:

Sa Magesté le Roi des Belges:

- M. Franck, Membre de la Chambre des Représentants, Président du Comité Maritime International,
- M. Le Jeune, Vice-Président du Comité Maritime International,
- M. Sohr, Docteur en droit, Professeur de Droit Maritime à l'Université de Bruxelles, Secrétaire Général du Comité Maritime International,
- M. Henri Rolin, Avocat, Chef du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères.

M. le Président de la République du Brésil:

- M. de Pimentel Brandão, Conseiller de l'Ambassade du Brésil à Bruxelles.

M. le Président de la République du Chili:

M. le Président de la République de Cuba:

Sa Magesté le Roi de Danemark et d'Islande:

- M. K. Sindballe, Docteur en Droit, Professeur à la faculté de droit de l'Université de Copenhague.

Sa Magesté le Roi d'Espagne:

- Don Lorenzo de Benito y Endara, Ancien Professeur de droit commercial de l'Université de Madrid,
- Don Miguel de Angulo y Riamon, Lieutenant-Auditeur de 1^{ere} classe de la Marine de Guerre, Assesseur de la Direction de navigation et de pêche,

- Don Juan Gomez Montejo, Officier premier du corps technique d'Avocats de la Direction Générale de la Justice, des Cultes et des Affaires Générales au Ministère de Grâce et Justice.

M. le Chef de l'Etat Estonien:

- S. E. M. Charles Pusta, Ministre d'Estonie à Bruxelles.

M. le Président des Etats-Unis d'Amérique:

M. le Président de la République de Finlande:

M. le Président de la République Française:

- M. Degrand, Conseiller de l'Ambassade de la République Française à Bruxelles,

M. de Rousiers, Secrétaire Générale du Comité des Armateurs de France,
M. Georges Ripert, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes:

Sir Leslie Scott, K. C., M. P.,
L'Honorable Hugh Godley, Conseiller du Lord Président des Comités, Chambre des Lords,
M. George P. Langton, Avocat, Secrétaire Général du Comité Maritime International,
M. R. M. Greenwood, C. B. E.

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie:

M. le Comte Olivier Woracziczky, Baron de Pabienitz, Chargé d'Affaires de Hongrie à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. François Berlingieri, Professeur de Droit Maritime à l'Université de Gênes,
S. E. le Commandeur Charles Rossetti, Ministre Plénipotentiaire, Délégué italien aux Commissions Fluviales Internationales, Président du Comité rhénan pour l'unification du droit privé fluvial,
M. Torquato Giannini, Professeur, Commissaire de l'Émigration.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

S. E. M. M. Adatci, Ambassadeur du Japon à Bruxelles,
M. Mechiyoshi Nakanishi, Juge, Premier Président de la Cour d'Appel à Nagasaki,
M. Hiroyuki Kawai, Conseiller-Ministre de l'Ambassade du Japon à Bruxelles,
M. Yasuo Ko, Capitaine de frégate, attaché naval à l'Ambassade du Japon à Paris,
M. Nobukatsu Nagaoka, Secrétaire au Ministère des Communications.

M. le Président de la République de Lettonie:

M. le Président de la République du Mexique:

S. E. M. le Dr. Rafael Cabrera, Ministre du Mexique à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. E. Alten, Conseiller à la Cour Suprême

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

S. E. le Jonckheer van Vredenburg, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles,
M. B. C. J. Loder, Juge à la Cour permanente de Justice Internationale,
M. C. D. Asser, Jr., Avocat,
M. G. Van Slooten, Membre de la Haute Cour Militaire de Justice, Conseiller à la Cour d'Appel.

M. le Président de la République de Pologne:

S. E. M. le Comte Szembek, Ministre de Pologne à Bruxelles,
M. Jean Namitkiewicz, Juge-Arbitre polonais au Tribunal Arbitral Mixte germano-polonais, Conseiller à la Cour d'Appel, Professeur à l'Université de Varsovie.

M. le Président de la République Portugaise:

S. E. M. J. Batalha de Freitas, Ministre de Portugal à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Bals, Conseiller à la Cour de Cassation,
S. E. M. Contzeco, Ministre plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire, délégué à la Commission Internationale du Danube.

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

M. Milorad Straznicki, Docteur en Droit, Professeur à la faculté de droit de l'Université de Zagreb,

M. Ante Verona, Docteur en Droit, Ancien Vice-Président de la Cour de Cassation à Zagreb, Professeur à l'Université de Zagreb.

Sa Majesté le Roi de Suède:

M. Algot Johan Fredrik Bagge, Conseiller référendaire à la Cour Suprême.

M. le Président de la République de l'Uruguay:

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}

Les hypothèques, mortgages, gages sur navires régulièrement établis d'après les lois de l'Etat contractant auquel le navire est ressortissant, et inscrits dans un registre public, soit du ressort du port d'enregistrement, soit d'un office central, seront considérés comme valables et respectés dans tous les autres pays contractants.

ARTICLE 2.

Sont privilégiés sur le navire, sur le fret du voyage pendant lequel est née la créance privilégiée et sur les accessoires du navire et du fret acquis depuis le début du voyage:

1° Les frais de justice dus à l'Etat et dépenses encourues dans l'intérêt commun des créanciers, pour la conservation du navire ou pour parvenir à la vente et à la distribution de son prix; les droits de tonnage, de phare ou de port et les autres taxes et impôts publics de mêmes espèces; les frais de pilotage, les frais de garde et de conservation depuis l'entrée du navire dans le dernier port;

2° Les créances résultant du contrat d'engagement du capitaine, de l'équipage et des autres personnes engagées à bord;

3° Les rémunérations dues pour sauvetage et assistance et la contribution du navire aux avaries communes;

4° Les indemnités pour abordage ou autres accidents de navigation, ainsi que pour dommages causés aux ouvrages d'art des ports, docks et voies navigables; les indemnités pour lésions corporelles aux passagers et aux équipages; les indemnités pour pertes ou avaries de cargaison ou de bagages;

5° Les créances provenant des contrats passés ou d'opérations effectuées par le capitaine hors du port d'attache, en vertu de ses pouvoirs légaux, pour les besoins réels de la conservation du navire ou de la continuation du voyage, sans distinguer si le capitaine est ou non en même temps propriétaire du navire et si la créance est la sienne ou celle des fournisseurs, réparateurs, prêteurs ou autres contractants.

ARTICLE 3.

Les hypothèques, mortgages, gages sur navires prévus à l'article 1^{er} prennent rang immédiatement après les créances privilégiées mentionnées à l'article précédent.

Les lois nationales peuvent accorder un privilège à d'autres créances que celles prévues au dit article, mais sans modifier le rang réservé aux créances garanties par hypothèque, mortgages et gages et aux privilèges les primant.

ARTICLE 4

Les accessoires du navire et du fret visés à l'article 2 s'entendent:

1° Des indemnités dues au propriétaire à raison de dommages matériels subis par le navire et non réparés ou pour pertes de fret;

Des indemnités dues au propriétaire pour avaries communes en tant que celles-ci constituent soit des dommages matériels subis par le navire et non réparés, soit des pertes de fret;

3° Des rémunérations dues au propriétaire pour assistance prêtée ou sauvetage effectué jusqu'à la fin du voyage, déduction faite des sommes allouées au capitaine et autres personnes au service du navire.

Le prix du passage et, éventuellement, les sommes dues en vertu de l'article 4 de la Convention pour la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires sont assimilés au fret.

Ne sont pas considérés comme accessoires du navire ou du fret, les indemnités dues au propriétaire en vertu de contrats d'assurance, non plus que les primes, subventions ou autres subsides nationaux.

Par dérogation à l'article 2, alinéa 1^{er}, le privilège prévu au profit des personnes ou service du navire porté sur l'ensemble des frets dus pour tous les voyages effectués pendant le cours du même contrat d'engagement.

Article 5.

Les créances se rapportant à un même voyage sont privilégiées dans l'ordre ou elles sont rangées à l'article 2. Les créances comprises dans chacun des numéros viennent en concurrence et au marc le franc en cas d'insuffisance du prix.

Les créances visées aux n^{os} 3 et 5, dans chacun des catégories, sont remboursées par préférence dans l'ordre inverse des dates où elles sont nées.

Les créances se rattachant à un même événement sont réputées nées en même temps.

Article 6.

Les créances privilégiées du dernier voyage sont préférées à celles des voyages précédents.

Toutefois, les créances résultant d'un contrat unique d'engagement portant sur plusieurs voyages viennent toutes au même rang avec les créances du dernier voyage.

Article 7.

En vue de la distribution du prix de la vente des objets affectés par le privilège, les créanciers privilégiés ont la faculté de produire pour le montant intégral de leurs créances, sans déduction du chef des règles sur la limitation, mais sans que les dividendes leur revenant puissent dépasser la somme due en vertu des dites règles.

Article 8.

Les créances privilégiées suivent le navire en quelque main qu'il passe.

Article 9.

Les privilèges s'éteignent, en dehors des autres cas prévus par les lois nationales, à l'expiration du délai d'un an, sans que, pour les créances de fournitures, visées au n^o 5 de l'article 2, le délai puisse dépasser six mois.

Le délai court pour les privilèges garantissant les rémunérations d'assistance et de sauvetage, à partir du jour où les opérations sont terminées; pour le privilège garantissant les indemnités, d'abordage et autres accidents et pour lésions corporelles, du jour où le dommage a été causé; pour le privilège pour les pertes ou avaries de cargaison ou des bagages, du jour de la délivrance de la cargaison ou des bagages ou de la date à laquelle ils eussent dû être délivrés; pour les réparations et fournitures et autres cas visés au 5^e de l'article 2, à partir du jour de la naissance de la créance. Dans tous les autres cas, le délai court à partir de l'exigibilité de la créance.

La faculté de demander des avances ou des acomptes n'a pas pour conséquence de rendre exigibles les créances des personnes engagées à bord, visées au n^o 2 de l'article 2.

Parmi les cas d'extinction prévus par les lois nationales, la vente n'éteint les privilèges que si elle est accompagnée des formalités de publicité déterminées par les lois nationales. Ces formalités comporteront un préavis donné dans la forme et les délais prévus par ces lois à l'administration chargée de la tenue des registres prévus à l'article 1er de la présente Convention.

Les causes d'interruption des délais susdits sont déterminées par la loi du tribunal saisi.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit d'admettre dans leur législation, comme prorogeant de délai ci-dessus fixé, le fait que le navire, grévé n'a pu être saisi dans les eaux territoriales de l'Etat dans lequel le demandeur a son domicile ou son principal établissement, sans que ce délai puisse dépasser trois ans depuis la naissance de la créance.

Article 10.

Le privilège sur le fret peut être exercé tant que le fret est encore dû ou que le montant du fret se trouve encore entre les mains du capitaine ou de l'agent du propriétaire. Il en est de même du privilège sur les accessoires.

Article 11.

Sauf ce qui est prévu à la présente Convention, les privilèges établis par les dispositions qui précèdent ne sont soumis à aucune formalité, ni à aucune condition spéciale de preuve.

Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de chaque Etat de maintenir dans sa législation les dispositions exigeant du capitaine l'accomplissement de formalités spéciales, soit pour certains emprunts sur le navire, soit pour la vente de la cargaison.

Article 12.

Les lois nationales doivent déterminer la nature et la forme des documents se trouvant à bord du navire sur lesquels mention doit être faite des hypothèques, mortgages et gages prévus à l'article premier, sans que, toutefois, le créancier qui a requis cette mention dans les formes prévues puisse être responsable des omissions, erreurs ou retards de l'inscription sur ces documents.

Article 13

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux navires exploités par un armateur non propriétaire ou par un affréteur principal, sauf lorsque le propriétaire s'est trouvé dessaisi par un acte illicite et quand, en outre, le créancier n'est pas de bonne foi.

Article 14

Les dispositions de la présente convention seront appliquées dans chaque Etat contractant lorsque le navire grévé est ressortissant d'un Etat contractant, ainsi que dans les autres cas prévus par les lois nationales.

Toutefois, le principe formulé dans l'alinéa précédent ne porte pas atteinte au droit des Etats contractants de ne pas appliquer les dispositions de la présente convention en faveur des ressortissants d'un Etat non contractant.

Article 15

La présente convention est sans application aux navires de guerre et aux navires d'Etat exclusivement affectés à un service public.

Article 16

Rien, dans les dispositions qui précèdent, ne porte atteinte à la compétence des tribunaux, à la procédure et aux voies d'exécution organisées par les lois nationales.

Article 17

À l'expiration du délai de deux ans au plus tard à compter du jour de la signature de la Convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes qui se seront déclarés prêts à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur. Les ratifications seront déposées à Bruxelles à la date qui sera fixée de commun accord entre les dits Gouvernements. Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prendront part et par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Les dépôts ultérieurs se feront au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement Belge et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement Belge et par la voie diplomatique, remise aux Etats qui ont signé la présente Convention ou qui y auront adhéré.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent, le dit Gouvernement fera connaître, en même temps, la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 18

Les Etats non signataires pourront adhérer à la présente Convention, qu'ils aient été ou non représentés à la Conférence internationale de Bruxelles.

L'Etat qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement Belge, en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives du dit Gouvernement.

Le Gouvernement Belge transmettra immédiatement à tous les Etats signataires ou adhérents copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 19

Les Hautes Parties Contractantes peuvent, au moment de la signature du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente convention ne s'applique pas soit à certains, soit à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outremer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorisé. En conséquence, elles peuvent ultérieurement adhérer séparément au nom de l'un ou l'autre

de ces Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outremer, ainsi exclus dans leur déclaration originale. Elles peuvent aussi, en se conformant à ces dispositions, dénoncer la présente convention, séparément pour l'un ou plusieurs des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outremer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

Article 20

A l'égard des Etats qui auront participé au premier dépôt de ratifications, la présente Convention produira effet un an après la date du procès-verbal de ce dépôt. Quant aux Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi que dans le cas où la mise en vigueur se fera ultérieurement et selon l'article 19, elle produira effet six mois après que les notifications prévues à l'article 17, alinéa 2, et à l'article 18, alinéa 2, auront été reçues par le Gouvernement Belge.

Article 21

S'il arrivait qu'un des Etats contractants voulut dénoncer la présente convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement Belge, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats, en leur faisant savoir la date à laquelle il la reçue.

La dénonciation produira ses effets à l'égard de l'Etat seul qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement belge.

Article 22.

Chaque Etat contractant aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient y être apportées.

Celui des Etats qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier un an à l'avance son intention aux autres Etats, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, que se chargerait de convoquer la conférence.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

En procédant à la signature de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, les Plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte:

I. "Il est entendu que la législation de chaque Etat reste libre:

"1. D'établir parmi les créances visées au 1^o de l'article 2 un ordre déterminé inspiré par le souci des intérêts du Trésor;

"2. D'accorder aux administrations des ports, docks, phares et voies navigables, qui ont fait enlever une épave ou d'autres objets gênant la navigation ou qui sont créanciers pour droits, de port, ou pour des dommages causés par la faute d'un navire, le droit, en cas de non-paiement, de retenir le navire, les épaves ou autres objets, de les vendre et de s'indemniser sur le prix par préférence à d'autres créanciers, et

"3. De régler le rang des créanciers pour dommages causés aux ouvrages d'art autrement qu'il n'est dit à l'article 6 et à l'article 6."

II. "Il n'est pas porté atteinte aux dispositions des lois nationales des Etats contractants, qui accorderaient un privilège aux établissements publics d'assurance pour les créances résultant de l'assurance du personnel des navires."

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 10 avril 1926.

Pour l'Allemagne:

(S.) VON KELLER.
(S.) GOES.
(S.) RICHTER.
(S.) WEINER.

Pour la République Argentine:

Pour la Belgique:

(S.) LOUIS FRANCK.
(S.) SOHR.

Pour le Brésil:

(S.) M. DE PIMENTEL BRANDÃO (ad referendum).

Pour le Chili:

Pour la République de Cuba

Pour le Danemark:

(S.) KRISTIAN SINDBALLE (ad referendum);

Pour l'Espagne:

(S.) L. BENITO (ad referendum).
(S.) JUAN GOMEZ MONTEJO (ad referendum).
(S.) MIGUEL DE ANGULO (ad referendum).

* Pour l'Estonie:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Finlande:

Pour la France:

(S.) DEGRAND.
(S.) PAUL DE ROUSIERS
(S.) GEORGES RIPIERT.

Pour la Grand-Bretagne:

(S.) LESLIE SCOTT (ad referendum).
(S.) HUGH GODLEY (ad referendum).

Pour la Hongrie:

(S.) WORACZICZKY

Pour l'Italie:

(S.) BERLINGIERI (ad referendum).
(S.) CARLO ROSSETTI (ad referendum).
(S.) TORQUATO GIANNINI (ad referendum).

Pour le Japon:

(S.) ADACHI (1).

Pour la Lettonie:

Pour le Mexique:

(S.) RAF. CABRERA (ad referendum).

Pour la Norvège:

(S.) E. ALTEN (ad referendum).

Pour les Pays-Bas:

(S.) VAN Vredenburg (ad referendum)
(S.) ASSER (ad referendum).
(S.) VAN SLOOTEN (ad referendum).

Pour la Pologne et la Ville Libre de Dantzig:

Pour la Pologne seulement:

(S.) SZEMBEK (ad referendum).
(S.) J. NAMITKIEWICZ (ad referendum).

Pour le Portugal:

Pour la Roumanie:

(S.) BALS (ad referendum).

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

(S.) MILORAD STRAZNICKY.
(S.) VERONA.

Pour la Suède:

(S.) ALGOT BAGGE (ad referendum).

Pour l'Uruguay:

E, tendo sido aprovadas as mesmas convenções, cujo teor fica acima transcripto, as confirmo e ratifico e, pela presente, as dou por firmes e valiosas para produzirem os seus devidos efeitos, prometendo que ellas serão cumpridas inviolavelmente.

Em firmeza do que, mandei passar esta Carta, que assigno e é sellada com o sello das armas da Republica e subscripta pelo ministro de Estado das Relações Exteriores.

Dada no Palacio da Presidencia, no Rio de Janeiro, aos vinte e tres de dezembro de mil novecentos e trinta, 109^o da Independencia e 42^o da Republica.

(1) Le Japon a fait usage de la faculté accordée par la Conférence, à sa séance du 9 avril 1926, aux Pays dont les représentants n'avaient pu être munis des pouvoirs nécessaires, de signer dans un délai de six mois.

TRADUÇÃO OFFICIAL

II

Convenção internacional para a unificação de certas regras relativas aos privilégios e hypothecas marítimas, assinada em Bruxellas, em 4 de abril de 1926.

O Presidente do Reich Allemão, o Presidente da Republica Argentina, Sua Magestade o Rei dos Belgas, o Presidente da Republica do Brasil, o Presidente da Republica do Chile, o Presidente da Republica de Cuba, Sua Magestade o Rei da Dinamarca e da Islandia, Sua Magestade o Rei da Hespanha, o Chefe do Estado Esthoniano, o Presidente dos Estados Unidos da America, o Presidente da Republica da Finlandia, o Presidente da Republica Francaza, Sua Magestade o Rei do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda e das Possessões Britannicas de Além Mar, Imperador da Hungria, Sua Magestade o Rei da Italia, Sua Magestade o Imperador do Japão, o Presidente da Republica da Lettonia, o Presidente da Republica do Mexico, Sua Magestade o Rei da Noruega, Sua Magestade a Rainha dos Paizes Baixos, o Presidente da Republica da Polonia, o Presidente da Republica Portuguesa, Sua Magestade o Rei da Rumania, Sua Magestade o Rei dos Servios, Croatas e Slovenos, Sua Magestade o Rei da Suecia, o Presidente da Republica do Uruguay:

Tendo reconhecido a utilidade de fixar, de commum accordo, certas regras uniformes relativas aos privilégios e ás hypothecas marítimas, decidiram concluir uma Convenção para esse effeito e designaram como seus plenipotenciarios, a saber:

O senhor Presidente do Reich Allemão:
Sua Ex. o Sr. von Keller, Ministro da Allemanha em Bruxellas.

Senhor Góes, Conselheiro de Legação referendario:
Doutor Richter, Conselheiro no Ministerio da Justiça do Reich, Conselheiro intimo de regencia:
Senhor Werner, Primeiro Conselheiro de regencia no Ministerio dos Negocios Economicos do Reich, Conselheiro intimo de Justiça:

Senhor Sieveking, advogado:
Senhor Presidente da Republica Argentina:
Sua Magestade o Rei dos Belgas:
Senhor Franck, Membro da Camara dos Deputados, Presidente do Comité Marítimo Internacional:
Senhor Le Jeune, Vice-presidente do Comité Marítimo Internacional:

Senhor Sohr, doutor em direito, professor de direito marítimo na Universidade de Bruxellas, Secretario Geral do Comité Marítimo Internacional:

Senhor Henri Rolin, advogado, chefe do Gabinete do Ministro das Relações Exteriores:
Senhor Presidente da Republica do Brasil:
Senhor de Pimentel Brandão, Conselheiro da Embaixada do Brasil em Bruxellas:

Senhor Presidente da Republica do Chile:
Senhor Presidente da Republica de Cuba:
Sua Magestade o Rei da Dinamarca e da Islandia:
Senhor K. Sindballe, doutor em direito, professor da Faculdade de Direito da Universidade de Copenhague:

Sua Magestade o Rei da Hespanha:
Don Lorenzo de Benito y Endara, antigo professor de direito commercial na Universidade de Madrid:

Don Miguel de Angulo y Riamon, tenente-auditor de 1ª classe da Marinha de Guerra, assessor da Directoria de Navegação e Pesca:

Don Juan Gomez Montejo, primeiro official do corpo tecnico de advogados da Directoria Geral da Justiça, dos Cultos e dos Negocios Geraes do Ministerio de Graça e Justiça:

Senhor Chefe do Estado Esthoniano:
Sua Ex. o Sr. Charles Pusta, Ministro de Esthonia em Bruxellas:

Senhor Presidente dos Estados Unidos da America:
Senhor Presidente da Republica da Finlandia:
Senhor Presidente da Republica Francaza:

Senhor Degrand, Conselheiro da Embaixada da Republica Francaza em Bruxellas:

Senhor de Rousiers, Secretario Geral do Comité dos Armadores de França:
Senhor Georges Ripert, professor da Faculdade de Direito de Paris:

Sua Magestade o Rei do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda e das Possessões Britannicas de Além Mar, Imperador das Indias:

Sir Leslie Scott, K. C., M. P.:
O "Honourable" Hugh Godley, Conselheiro do Lord Presidente dos Comités, Camara dos Lords:

Senhor George P. Langton, advogado, Secretario Geral do Comité Marítimo Internacional:

Senhor R. M. Greenwood, C. B. E.:
Sua Alteza Serenissima o Governador do Reino da Hungria:

Senhor Conde Olivier Woraczickzy, Barão de Pabienitz, Encarregado de Negocios da Hungria em Bruxellas:
Sua Magestade o Rei da Italia:

Senhor François Berlingieri, professor de direito marítimo na Universidade de Genova:
Sua Ex. o Commandante Charles Rossetti, Ministro Plenipotenciario, Delegado Italiano ás Comissões Fluvias Internacionais, Presidente do Comité rheno para a unificação do direito privado fluvial:

Senhor Torquato Giannini, professor, Commissario da Emigração:
Sua Magestade o Imperador do Japão:
Sua Ex. o Sr. M. Adatzi, Embaixador do Japão em Bruxellas:

Senhor Mochiyoshi Nakanishi, Juiz, Primeiro Presidente da Corte de Appellação de Nagasaki:
Senhor Hirovuki Kawai, Conselheiro-Ministro da Embaixada do Japão em Bruxellas:

Senhor Yasuo Ko, capitão de fragata, addido naval à Embaixada do Japão em Paris:
Senhor Nobukatsu Nagaoka, Secretario no Ministerio das Communicações:

Senhor Presidente da Republica de Lettonia:
Senhor Presidente da Republica do Mexico:
Sua Ex. o Sr. doutor Rafael Cabrera, Ministro do Mexico em Bruxellas:

Sua Magestade o Rei da Noruega:
Senhor E. Alten, Conselheiro na Corte Suprema:
Sua Magestade a Rainha dos Paizes Baixos:

Sua Ex. o Sr. Jomkheer van Vredenburg, Ministro dos Paizes Baixos em Bruxellas,
Senhor B. C. J. Loder, Juiz na Corte Permanente de Justiça Internacional,

Senhor C. D. Asser, Jnr. Advogado,
Senhor G. Van Sooten, Membro da Alta Corte Militar de Justiça, Conselheiro da Corte de Appellação,
Senhor Presidente da Republica da Polonia:

Sua Ex. o Sr. Conde Szembek, Ministro da Polonia em Bruxellas,
Senhor Jean Namitkiewicz, Juiz-Arbitro Polonês no Tribunal Mixto de Arbitragem Allemão-Polonez, Conselheiro da Corte de Appellação, Professor da Universidade de Varsovia.

Senhor Presidente da Republica Portuguesa:
Sua Ex. o Sr. J. Batalha de Freitas, Ministro de Portugal em Bruxellas.

Sua Magestade o Rei da Rumania:
Senhor Bals, Conselheiro na Corte de Cassação,
Sua Ex. o Sr. Contzesco, Ministro Plenipotenciario e Enviado Extraordinario, Delegado à Comissão Internacional do Danubio.

Sua Magestade o Rei dos Servios, Croatas e Slovenos:
Senhor Milorad Straznicky, Doutor em Direito, Professor na Faculdade de Direito da Universidade de Zagreb,
Senhor Ante Verona, Doutor em Direito, antigo Vice-Presidente da Corte de Cassação de Zagreb, Professor da Universidade de Zagreb.

Sua Magestade o Rei da Suecia:
Senhor Algot Johan Fredrik Bagge, Conselheiro referendario na Corte Suprema.

Senhor Presidente da Republica do Uruguay:
Os quaes, para esse fim devidamente autorizados, vieram no que segue:

Artigo 1º

As hypothecas, amortizações, cauções sobre navios regularmente estabelecidas segundo as leis do Estado contractante a cuja jurisdicção o navio pertencer, e inscriptos em um registro publico, tanto pertencente à jurisdicção do porto de registro, como de um officio central, serão considerados validos e acatados em todos os outros paizes contractantes.

Artigo 2º

São Privilegiados sobre o navio, sobre o frete da viagem durante a qual se origine o credito privilegiado e sobre os accessorios do navio e frete adquirido desde o inicio da viagem:

1 — As custas judiciaes devidas ao Estado e despesas no interesse commum dos credores, para a conservação do navio ou para conseguir sua venda e bem assim a distribuição do respectivo preço; os direitos de tonelagem, de abrigo e de porto e outras taxas e impostos publicos da mesma especie; os gastos de pilotagem; as despesas de guarda e conservação desde a entrada do navio no ultimo porto;

2 — Os creditos resultantes do contracto de engajamento do capitão, da tripulação e de outras pessoas empregadas a bordo;

3 — As remunerações devidas pelo socorro e assistencia e a contribuição do navio ás avarias communs;

4 — As indemnizações pela abordagem ou outros accidentes de navegação, assim como pelos danos causados ás embarcações de arte dos portos, docas e vias navegaveis; as indemnizações por lesões corporaes aos passageiros e aos tripulantes; as indemnizações por perdas ou avarias do carregamento e bagagens;

5 — Os creditos provenientes de contractos lavrados ou de operações realizadas pelo capitão fóra do porto de registro em virtude de seus poderes legais, para as necessidades reaes da conservação do navio ou do proseguimento da viagem, sem levar em conta si o capitão é ou não, ao mesmo tempo, proprietario do navio e si o credito é seu ou dos fornecedores, dos reparadores, dos prestamistas ou de outros contractantes.

Artigo 3°

As hypothecas, amortizações, cauções sobre navios previstos no artigo 1° são admittidas immediatamente depois dos creditos privilegiados mencionados no artigo precedente.

As leis nacionaes podem conceder privilegio a outros creditos além dos previstos no dito artigo, sem modificar, porém, a categoria reservada aos creditos garantidos por hypotheca, amortização e caução e aos privilegios que sobre elles têm precedencia.

Artigo 4°

Os accessorios do navio e do frete de que trata o artigo 2° se referem:

1 — As indemnizações devidas ao proprietario, provenientes de danos materiaes soffridos pelo navio e não reparados ou por perdas de frete;

2 — As indemnizações devidas ao proprietario por avarias communs, quer as constituídas por danos materiaes soffridos pelo navio e não reparados, quer por perdas de frete;

3 — As remunerações devidas ao proprietario por assistencia ou socorros prestados até o fim da viagem, deducção feita das sommas abonadas ao capitão e a outras pessoas a serviço do navio;

O preço da passagem e, eventualmente, as sommas devidas em virtude do artigo 4° da Convenção para a limitação de responsabilidade dos proprietarios de embarcações maritimas são assimiladas ao frete.

Não são considerados accessorios do navio ou do frete, as indemnizações devidas ao proprietario em virtude de contractos de seguro, nem tampouco de premios, subvenções ou outros subsidios nacionaes.

Por derogação ao artigo 2°, alinea 1°, o privilegio em proveito das pessoas a serviço do navio attinge o conjunto dos fretes devidos por todas as viagens durante o curso do mesmo contracto de engajamento.

Artigo 5°

Os creditos referentes a uma mesma viagem são privilegiados na ordem em que elles forem classificados no artigo 2°. Os creditos comprehendidos em cada um dos numeros vem em concurrencia, em *pro rata*, no caso de insuficiencia do valor.

Os creditos a que se referem os numeros 3 e 5, em cada uma dessas categorias, são reembolsados por preferencia na ordem inversa das datas em que elles se originaram.

Os creditos relativos a um mesmo factio são considerados como simultaneamente originados.

Artigo 6°

Os creditos privilegiados da ultima viagem preferem aos das viagens precedentes.

Entretanto, os creditos resultantes de um contracto unico de engajamento abrangendo varias viagens vem todos elles classificados na mesma categoria com os creditos da ultima viagem.

Artigo 7°

Em vista da distribuição do preço da venda de objectos affectados pelo privilegio, os credores privilegiados têm a faculdade de produzir até a importancia integral de seus creditos, sem deducção do motivo previsto nas regras sobre a limitação, e sem que, entretanto, os dividendos a que tenham direito possam exceder a somma devida em virtude das referidas regras.

Artigo 8°

Os creditos privilegiados acompanham o navio qualquer que seja o seu detentor.

Artigo 9°

Os privilegios se extinguem, fóra dos outros casos previstos pelas leis nacionaes, por occasião da expiração do prazo de um anno, sem que, para os credores de fornecimentos, de que trata o n. 5 do art. 2°, o prazo possa exceder de seis mezes.

O prazo corre para todos os privilegios garantindo as remunerações de assistencia e socorro, a partir do dia em que as operações fiquem terminadas; para o privilegio garantindo as indemnizações de abordagem e outros accidentes e por lesões corporaes, do dia em que o damno foi causado; para o privilegio por perdas ou avarias do carregamento ou das bagagens, do dia da entrega da carga ou das bagagens ou da data em que ellas deviam ter sido entregues; para as reparações e fornecimentos e outros de que trata o n. 5 do artigo 2°, a partir do dia da origem do credito. Em todos os outros casos, o prazo corre a partir da exigibilidade da obrigação.

A faculdade de pedir adiantamentos ou por conta não tem como consequencia tornar exigiveis os creditos das pessoas engajadas a bordo, de que trata o n. 2 do artigo 2°.

Entre os casos de extincção previstos pelas leis nacionaes a venda não extingue os privilegios sinão si ella fór acompanhada das formalidades de publicidade determinadas pelas leis nacionaes. Estas formalidades comportarão um aviso dado na fórma e nos prazos previstos por essas leis á administração encarregada da guarda dos registros previstos no artigo 4° da presente convenção.

As causas de interrupção dos prazos supramencionados são determinadas pela lei do tribunal de sequestro.

As Altas Partes Contractantes se reservam o direito de admitir em sua legislação, como causa prorrogadora do prazo acima fixado, o factio do navio gravado não ter podido ser apprehendido nas aguas territoriaes do Estado em que o autor tem seu domicilio ou seu principal estabelecimento, sem que esse prazo possa exceder de tres annos da origem do credito.

Artigo 10

O privilegio sobre o frete póde ser exercido emquanto o frete fór ainda devido ou que a importancia do frete se ache ainda em mãos do capitão ou do agente do proprietario. O mesmo se entende em relação ao privilegio sobre os accessorios.

Artigo 11

Salvo o previsto na presente convenção, os privilegios estabelecidos pelas disposições que precedem não ficam sujeitos a qualquer formalidade ou condição especial de prova.

Esta disposição não affecta o direito de cada Estado manter em sua legislação disposições que exijam do capitão o preenchimento de formalidades especiaes, tanto para certos emprestimos sobre o navio, como para a venda do carregamento.

Artigo 12

As leis nacionaes devem determinar a natureza e forma dos documentos que se acham a bordo, nos quaes se deverão mencionar as hypothecas, amortizações e cauções previstas no artigo 1°, sem que, entretanto, o credor que requereu esta menção nas fórmulas previstas possa ser responsavel pelas omissões, erros ou atrasos na inscripção desses documentos.

Artigo 13

As disposições que precedem são applicaveis aos navios explorados por um armador não proprietario ou por um fretador principal, salvo quando o proprietario por um acto illicito ficou isento do sequestro e quando, além disso, o credor não estiver de boa fé.

Artigo 14

As disposições da presente convenção serão applicaveis em cada Estado contractante quando o navio gravado per-

tencer á jurisdicção de um Estado contractante, assim como nos outros casos previstos pelas leis nacionais.

Entretanto, o principio formulado na alinea precedente não affecta o direito dos Estados contractantes de não applicarem as disposições da presente convenção em favor dos jurisdicionados de um Estado não contractante.

Artigo 15

A presente convenção não tem applicação aos navios de guerra e aos navios de Estado exclusivamente destinados ao serviço publico.

Artigo 16

Nada, nas disposições que precedem, pode affectar a competencia dos tribunaes, no que diz respeito ao processo e ás vias de execução organizadas pelas leis nacionais.

Artigo 17

Na expiração do prazo de dois annos o mais tardar, e contar do dia da assignatura da Convenção, o Governo belga entrará em communicação com os Governos das Altas Partes Contractantes que se hajam declarado dispostos a ratificala, a fim de fazer com que se venha a decidir se ha lugar de a pôr em vigor. As ratificações serão depositadas em Bruxellas na data fixada de commun accordo entre os referidos Governos. O primeiro deposito das ratificações será verificado por meio de acta assignada pelos representantes dos Estados que no mesmo tenham tomado parte e pelo Ministro dos Negocios Estrangeiros da Belgica.

Os depositos ulteriores far-se-ão mediante uma notificação dirigida ao Governo belga e acompanhada do instrumento de ratificação.

Será immediatamente, por intermedio do Governo belga e por via diplomatica, remetida aos Estados que assignaram esta Convenção ou que a ella adheriram, cópia authentica da acta relativa ao primeiro deposito de ratificações e os instrumentos mencionados na alinea precedente bem como os instrumentos de ratificação que as acompanham.

Nos casos de que trata a alinea precedente, o referido Governo dará a conhecer, ao mesmo tempo, a data em que recebeu a notificação.

Artigo 18

Os Estados não signatarios poderão adherir á presente Convenção, quer tenham ou não sido representados na Conferencia Internacional de Bruxellas.

O Estado que deseje adherir deverá notificar por escripto sua intenção ao Governo belga, transmitindo-lhe o acto de adhesão, que ficará depositado nos archivos do referido Governo.

O Governo belga transmittirá immediatamente a todos os Estados signatarios ou adherentes cópia authentica da notificação assim como do acto de adhesão, indicando a data em que recebeu a notificação.

Artigo 19

As Altas Partes Contractantes podem, no momento da assignatura, do deposito de ratificações ou por occasião de sua adhesão, declarar que a acceptação á presente convenção não se applica quer a certos, quer a nenhum dos Dominios autonomos, colonias, possessões, protectorados ou territorios d'além-mar, que estejam sob a soberania ou autoridade. Em consequencia, ellas poderão adherir ulteriormente em nome de um ou outro, desses Dominios autonomos, colonias, possessões, protectorados ou territorios d'além-mar, assim excluidos em sua declaração original. Ellas tambem podem, conformando-se com estas disposições, denunciar a presente convenção, separadamente, para um ou mais dos Dominios autonomos, colonias, possessões, protectorados ou territorios d'além-mar, que estejam sob a soberania ou autoridade.

Artigo 20

Com relação aos Estados que tenham participado no primeiro deposito de ratificações, a presente Convenção produzirá effeito um anno após a data da acta desse deposito. Quanto aos Estados que a ratificaram ulteriormente ou a ella adheriram, assim como no caso em que a vigencia se verifique, posteriormente, e segundo o que dispõe o artigo 19, ella produzirá effeito seis mezes depois que as notificações previstas no artigo 17, alinea 2, e no artigo 18, alinea 2, tenham sido recebidas pelo Governo Belga.

Artigo 21

Se porventura acontecer que um dos Estados contractantes queira denunciar a presente convenção, a denuncia terá

de ser notificada por escripto ao Governo belga, que transmittirá immediatamente cópia authentica da notificação a todos os Estados, dando-lhes a conhecer a data em que a recebeu.

A denuncia produzirá seus effeitos sómente em relação ao Estado que a tenha notificado e um anno após ter a notificação chegado ao poder do Governo belga.

Artigo 22

Cada Estado contractante terá a facultade de convocar a reunião de uma nova conferencia, com o fim de promover aperfeiçoamentos que na mesma possam ser introduzidos.

O Estado que fizer uso dessa facultade terá de notificar com um anno de antecedencia sua intenção aos outros Estados, pelo intermedio do Governo belga, que se incumbirá de convocar a conferencia.

PROTOCOLLO DE ASSIGNATURA

Ao proceder á assignatura da Convenção Internacional para a unificação de certas regras relativas a privilegios e hypothecas maritimas, os Plenipotenciarios abaixo-assignados adoptaram o presente Protocollo, que terá a mesma força e o mesmo valor que se suas disposições estivessem inseridas no texto da mesma Convenção á que se referem:

I — «Eica entendido que a legislação de cada Estado tem a liberdade de:

1 — De estabelecer entre os creditos de que trata o n.º 1 do artigo 2 uma determinada ordem inspirada na cautela dos interesses do Thesouro;

2 — De conceder ás administrações dos portos, docas, pharões e vias navegaveis, que fizerem recolher os destroços de um navio naufragado ou outros objectos obstruindo a navegação ou que sejam credores por direitos, de porto, ou por danos causados por culpa do navio, o direito, em caso de não pagamento, de reter o navio, os destroços ou outros objectos, de vendel-os e de se indemnizar sobre o preço, de preferencia a outros credores, e

3 — De regular a classificação dos credores por danos causados ás obras de arte, diversamente do que está estabelecido no artigo 5º e no artigo 6º.

II — Não ficem atingidas as disposições das leis nacionais dos Estados contractantes, que venham a conceder um privilegio aos estabelecimentos publicos de seguro pelos creditos resultantes do seguro do pessoal dos navios».

Feito em Bruxellas, em um só exemplar, a 10 de abril de 1926.

Pela Alemanha:

*von Keller.
Goes.
Richter.
Werner.*

Pela Republica Argentina:

*Louis Franck.
Sohr.*

Pelo Brasil:

o Sr. de Pimentel Brandão (ad referendum).

Pelo Chile:

Pela Republica de Cuba:

Pela Dinamarca:

Kristian Sandballe (ad referendum).

Pela Hespanha:

*L. Benito (ad referendum).
Juan Gomes Montejo (ad referendum).
Miguel de Angulo (ad referendum).*

Pela Esthonia:

Pelos Estados Unidos da America:

Pela Finlandia:

Pela França:

*Degradand.
Paul de Roustiers.
Jorge Riberp.*

Pela Grã-Bretanha:

Leslie Scott (ad referendum).
Hugh Godley (ad referendum).

Pela Hungria:

Woraciczky.

Pela Italia:

Berlingieri (ad referendum).
Carlos Rossetti (ad referendum).
Torquato Giannini (ad referendum)

Pelo Japão:

Adatci (1).

Pela Lethonia:

Pelo Mexico:

Raf. Cabrera (ad referendum).

Pela Noruega:

E. Alten (ad referendum).

Pelos Paizes Baixos:

van Bredenburch (ad referendum).
Asser (ad referendum).
van Slooten (ad referendum).

Pela Polonia e a Cidade Livre de Dantzic:

Pela Polonia somente:

Szembek (ad referendum).
J. Namitkiewicz (ad referendum).

Por Portugal:

Pela Rumania:

Bals (ad referendum).

Pelo Reino dos Servios, Croatas e Slovenos:

Milroad Straznicky.
Verona.

Pela Suecia:

Algot Bagge (ad referendum).

Pelo Uruguay: